

Pour moraliser la vie politique, il faut en finir avec le pouvoir patronal !

Alors que le nombre de chômeurs/euses n'a jamais été aussi élevé et que la loi des patrons s'impose violemment aux travailleurs/euses. Alors que le camp réactionnaire et ses satellites fachos paradent fièrement dans la rue. Alors que les magouilles financières et politiques, du FN au PS, apparaissent au grand jour. Alors que le FN, en embuscade, brandit le drapeau du nationalisme et de la xénophobie... Il n'y a plus 36 solutions et l'heure n'est pas à rêver à un sursaut républicain : c'est toute la société et toute l'économie qu'il faut transformer.

Depuis un an, le patronat et la droite sont à l'offensive et Hollande ne fait même plus mine de s'y opposer. Ainsi, il ne s'est pas fait prier pour transposer dans la loi le fameux Accord national interprofessionnel signé par la CFDT et le MEDEF : les économistes libéraux et les patrons en rêvaient depuis 20 ans, le gouvernement PS l'a fait. Tout y est : restriction des recours face aux licenciements, légalisation du chantage à l'emploi, remise en cause du CDI... Et comme si ça ne suffisait pas, le gouvernement s'est même opposé à la mini-amnistie adoptée au Sénat pour les syndicalistes réprimés.

Mais si la solution à la crise n'est pas dans la cure d'austérité qu'on veut nous imposer, elle n'est pas non plus dans la mobilisation nationale et le repli protectionniste : l'exploitation Made in France n'est pas plus douce et les salarié-es resteront les dindons de la farce. Alors comment faire ? En retournant le problème. Car l'enjeu ce n'est pas de sortir de la crise pour renouer avec la mythique « croissance ». L'enjeu, aujourd'hui, c'est d'en finir avec ce système qui, même réformé, même moralisé, n'en restera pas moins injuste, inégalitaire et violent. S'attaquer directement au capitalisme, ce n'est pas le délire de quelques rêveurs, c'est la seule chose raisonnable à faire si on veut reprendre notre destin en main et construire une société réellement solidaire et égalitaire.

Face au patronat il nous faut donc compter sur nos seules forces. A nous de construire la riposte, par la

mobilisation dans les quartiers, les entreprises et les lieux d'études, mais aussi en mettant en débat un projet de société alternatif au nationalisme et au libéralisme, de gauche comme de droite.

Démocratie directe partout !

Le système politique actuel est pourri de l'intérieur. Cahuzac n'est pas un cas isolé : du PS au FN, on trouve quantité d'exemples d'individus, sortant des mêmes écoles, multipliant les allers-retours entre le monde des affaires et les cabinets ministériels, refaisant au passage leurs carnets d'adresses. Comment croire que de tels personnages vont défendre autre chose que leurs intérêts personnels ou ceux de leurs semblables ?

Mais le « tous pourris » du FN est là pour masquer l'issue possible : une réorganisation complète de la vie démocratique. Face à cela, ce que propose le Front de Gauche c'est une « grande marche citoyenne pour la VI^e République », comme si quelques modifications des règles du jeu institutionnel pouvaient suffire à changer en profondeur la société. Changer le personnel politique, en élisant des personnes « honnêtes », ou bien changer le système à la marge par des élections à la proportionnelle, sont de fausses solutions.

On ne peut pas se contenter d'un ravalement de façade : les élu-e-s doivent être comme des délégué-es, avec des mandats précis et limités, révo-

ables à tout moment. Les décisions doivent être prises ou validées par les assemblées générales via une réelle démocratie directe dans les entreprises et les quartiers, puis dans les bassins d'activité et les villes. Et pareil aux échelons régionaux et nationaux.

Tout le pouvoir aux travailleurs/euses !

Mais réfléchir à la démocratie sans aborder la question du pouvoir c'est du blabla. Si Hollande se plie aux volontés des capitalistes, c'est parce que ce sont eux qui concentrent l'essentiel du pouvoir dans la société actuelle. Le pouvoir de nous embaucher ou pas, de choisir notre salaire, notre temps de travail etc... La « démocratie » qu'ils nous accordent c'est uniquement les miettes de ce qu'ils veulent bien nous laisser gérer !

Communistes libertaires, nous pensons que la démocratie directe doit s'accompagner de la mise en commun des moyens de production. C'est aux travailleur-se-s de décider de l'organisation du travail, aux citoyen-ne-s de décider de la finalité et de la répartition de ce qui est produit, d'évaluer les besoins de la société. La première étape démocratique c'est donc l'expropriation des patrons. Le reste n'est que vaine agitation.



le mensuel en kiosque

- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
 - Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
 - Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL
 - Je m'abonne à *Alternative libertaire*
(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
- NOM..... PRÉNOM.....
TÉL..... E-MAIL.....
ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

1er mai 2013

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).